Souveraineté française et européenne : Quel rôle pour les entreprises françaises à l'heure de la guerre informationnelle ?

Paris, 9 octobre 2026 - Dans un contexte de tensions géopolitiques, de dépendances technologiques et de multiplication des stratégies d'influence et de désinformation, la souveraineté ne se joue plus uniquement sur les terrains économique, énergétique, sanitaire ou militaire mais aussi sur celui de l'information. Cette souveraineté informationnelle concerne l'État et les citoyens, mais aussi les entreprises, à la fois exposées à ces nouvelles menaces et détentrices d'expertises pour les comprendre et y répondre.
À sept mois de l'élection présidentielle de 2027, Entreprises & Médias et Ipsos bva ont souhaité s'associer pour mieux comprendre la manière dont les Français appréhendent ces enjeux et ce qu'ils attendent des différents acteurs. L'étude explore la perception de la souveraineté française et européenne, avec un éclairage particulier sur ses dimensions informationnelle, numérique et technologique.

Trois enseignements clés tirés des résultats de cette étude

- La maîtrise de l'information est devenue une composante essentielle de la souveraineté. L'autonomie du pays ne dépend plus seulement de ses capacités industrielles, énergétiques ou militaires : elle repose aussi sur sa capacité à protéger son espace informationnel et à permettre aux citoyens de se forger librement leur opinion. Dans un contexte où l'information peut devenir un instrument d'influence, voire une arme, cette maîtrise devient une condition de la capacité collective à décider et agir de manière autonome.
- La dépendance numérique crée une vulnérabilité informationnelle majeure. L'information circule désormais principalement à travers des moteurs de recherche, réseaux sociaux et plateformes technologiques largement dominés par des acteurs américains ou chinois. À cela s'ajoute l'essor de l'IA : 87 % des Français interrogés craignent de voir cette dernière accélérer la production et la diffusion de fausses informations. La souveraineté informationnelle est donc indissociable de la souveraineté numérique et technologique.
- Les entreprises sont désormais des acteurs à part entière de la souveraineté informationnelle. Elles ne sont pas seulement des cibles de campagnes de déstabilisation : elles sont aussi perçues comme des acteurs légitimes du débat. 66 % des Français souhaitent qu'elles prennent la parole sur les grands enjeux du pays, notamment la cybersécurité, les transformations technologiques, l'IA et la désinformation. La souveraineté devient ainsi une responsabilité partagée entre pouvoirs publics et entreprises.

« Près de 9 Français sur 10 considèrent la souveraineté nationale comme un enjeu majeur et ont pleinement conscience que l'information et le numérique sont les nouveaux fronts de cette souveraineté », observe Brice Teinturier, DG délégué d'Ipsos bva.

« L'enquête montre que les Français considèrent les entreprises comme des parties prenantes fiables, responsables pour contribuer à construire un champ informationnel de qualité. En effet, dans un monde où l'information est devenue une ressource stratégique, un levier d'influence et parfois une arme, la maîtrise de l'espace informationnel s'impose, pour les entreprises, comme une composante essentielle de la souveraineté et comme l'une des conditions de son exercice effectif » conclut Ulrike Decoene, Présidente d'Entreprises & Médias et Directrice de la communication, de la marque et du développement durable du groupe Axa.

Chiffres clés (enquête Ipsos bva menée du 2 au 5 septembre 2026) :

La souveraineté, une priorité nationale… et un constat d'affaiblissement

- 87 % considèrent la souveraineté de la France comme un enjeu important.
- 76 % jugent son niveau actuel insuffisant.
- Un enjeu à la fois national et européen.

Les 5 principales menaces à la souveraineté aux yeux des Français

- La dépendance aux ressources extérieures (52%)
- Le niveau de la dette publique (46%)
- La concurrence économique internationale (Chine, Inde, États-Unis) (36 %)
- Les cyberattaques (31%)
- La dépendance aux géants du numérique et aux technologies étrangères (28%)

Les entreprises, acteurs de la souveraineté

- 84% des Français considèrent que les entreprises françaises ont un rôle à jouer dans la souveraineté, en lien avec l'État :
    - Surtout le rôle de l'Etat, mais les entreprises doivent y contribuer (44%),
    - Autant le rôle de l'Etat que celui des entreprises (35%),
    - Surtout le rôle des entreprises (5%),
    - Uniquement le rôle de l'Etat (9%).

Les 2 actions prioritaires attendues des grandes entreprises

- Maintenir ou relocaliser la production en France (47%)

- Proposer un Made in France abordable (29%)

Les Français attendent en retour des pouvoirs publics des règles de concurrence équitables, notamment l'application des mêmes normes aux produits importés (35 %) et un allègement des impôts et charges (32 %).

La désinformation, nouveau terrain de responsabilité pour les entreprises

- 63 % des Français ont le sentiment de ne pas être bien informés sur les grands enjeux auxquels le pays doit faire face.
- 66% des Français souhaitent que les entreprises prennent la parole sur les grands enjeux auxquels le pays doit faire face et partagent leurs expertises, en particulier sur la cybersécurité (80%), les transformations technologiques (77%), l'IA (71%) et la désinformation (65%).